

L'escalade menace l'État nucléaire – Des conditions de détention inhumaines

• Société nucléaire, société policière

Depuis jeudi 6 novembre, je me trouve en détention policière.

La détention a été requise par la Direction de la police de Lüneburg et confirmée par le tribunal du Land [de Basse-Saxe]. J'ai participé jeudi matin à une action d'escalade de Robin Wood pour interpeller le public.

Pour protester contre le transport imminent de conteneurs de déchets radioactifs (« Castors ») au Wendland, nous sommes grimpés sur un pont sur le canal latéral de l'Elbe et nous avons déroulé des banderoles. Les autres militant-e-s, après un contrôle d'identité, ont rapidement été libérés. Il n'y a que moi qui sois restée en garde à vue.

Non, on ne me reproche rien – c'est une mesure purement préventive... pour prévenir le danger. L'État nucléaire a peur de l'écureuille. Je suis ébranlée au plus haut point, mais il est de la plus haute importance pour moi de faire connaître ce que je ressens. Et une chose est sûre : je ne me laisserai pas abattre. Vive la résistance ! Tous ensemble, nous sommes forts !

• À propos du contexte politique de mon emprisonnement

L'escalade est ma passion et ma forme d'action politique préférée. D'où mon surnom de l'Écureuille. C'est une forme d'action non-violente qui peut être particulièrement efficace pour attirer l'attention et éveiller les consciences. Les transports de matières nucléaires m'ont ainsi maintes fois donné l'occasion de protester de là-haut.

Mais de telles actions toutes en finesse ne plaisent guère à nos adversaires ! Ils ne savent pas comment se comporter face à cette forme de résistance et voient le danger partout. Cependant, si escalader un arbre est jugé si dangereux par la police et les tribunaux, dans ce cas beaucoup de gens sont dangereux ; car la protestation aérienne contre les Castors représente au plus une infraction, tout comme la participation à un sit-in ! Je me demande donc pourquoi les grands pontes des Verts, qui ont annoncé publiquement leur participation au sit-in, n'ont même pas été arrêtés pour prévenir la menace.

Mais non, il ne s'agit pas de prévenir un danger – sinon, le transport de Castors ne démarrerait même pas et il n'y aurait pas de centrales nucléaires, s'il s'agissait véritablement de droit à la sûreté, de sûreté physique. Non, il s'agit tout bonnement de criminaliser la résistance.

Criminaliser et punir l'engagement politique. L'estimation du danger sur laquelle repose la prescription de détention de longue durée (ou plutôt la « détention de sûreté », comme j'ai pu le lire sur un fax de solidarité qui m'était adressé), se base sur l'affirmation des faits par la police. Un simple coup d'oeil à mon casier judiciaire le prouve. Non, je ne suis pas punie pour une action déjà commise.

Mais la police et les tribunaux utilisent cette soi-disant mesure préventive de manière répressive contre moi. Je dois être punie, parce que je persiste dans le militantisme, parce que j'ai refusé de payer une amende et que je vais en détention d'office – comme dernièrement ces 24 heures à la maison d'arrêt de Lüneburg pour 5 Euros ! La détention est une punition pure et simple.

La mise en scène théâtrale lors de mon audition devant le tribunal suffit à elle seule à le montrer : un juge - partial, à mon avis - qui a de toute évidence rédigé à l'avance sa décision contre

l'antinucléaire „réfractaire“, un directeur de la police et d'autres membres de la Direction de la police, qui n'ont apparemment rien de mieux à faire que de s'occuper de ceux qui grimpent aux arbres. En effet, je doute que le président de la police tienne à s'exprimer lors de chaque audition de militant-e-s devant le tribunal. Braüer, le directeur de la police, était là avec ses trois étoiles.

• La dignité humaine est intangible... sauf quand le Castor arrive

Je suis habituée aux mesures répressives des autorités et ce n'est pas la première fois que je me trouve en détention. Mais je suis un être humain - et vient un moment où je craque, sous le poids du stress. Les premières 24 heures, malgré de mauvaises conditions de détention, j'ai encore tenu bon. Puis j'ai été à Lunebourg dans une cellule et sur la route entre les tribunaux... Vendredi dans la nuit, on m'a envoyée au centre de détention de longue durée du commissariat de police à Brunswick. Et là, je me demande comment il est possible qu'on puisse traiter des êtres humains d'une manière aussi indigne et méprisante.

Déjà, lors du trajet vers Brunswick, je me suis effondrée et on m'a transférée dans une ambulance. Mais le médecin de la police n'a pas levé le petit doigt. Il aurait en fait dû reconnaître que je n'étais plus capable de supporter la détention, tout simplement parce que j'étais psychologiquement à bout. Je considère cela comme de la non-assistance à personne en danger.

Mais j'ai malgré tout été admise à la prison et accueillie de la manière la plus désagréable par l'équipe de nuit, traitée comme une véritable criminelle. On m'a crié dessus, alors que j'étais constamment en larmes. On m'a humiliée par des expressions xénophobes.

Et les conditions de détention sont clairement bien pires qu'en taule ! La cellule individuelle certes spacieuse, mais sans toilettes, sans véritable fenêtre. Privation de sommeil du fait de l'interdiction des gardiens d'éteindre la lumière, promenade menottée sur le terrain de la police entre les garages... Heureusement, la résistance contre l'industrie nucléaire est portée par beaucoup de personnes solidaires.

• La solidarité aide à la victoire – La résistance ne se laisse pas abattre !

A Lunebourg avait déjà lieu une manifestation de solidarité devant le poste de police. J'en avais eu vent, comme la manifestation le samedi soir à Brunswick. Entre les deux, il m'a été très dur de tenir, mais des avocats se sont occupés de moi et cela, je l'estime beaucoup : accusations légales, plaintes contre la police pour privation de liberté et coercition. L'avocate a pu imposer que je reçoive des visites et que la lumière soit éteinte la nuit. J'ai ainsi reçu la visite d'un médecin, qui m'a apporté de la chaleur humaine, des sucreries et des journaux.

Je me suis follement réjoui quand j'ai appris que le Castor restait bloqué depuis des heures à la frontière -même si cela signifiait pour moi un plus long séjour au trou. En effet, dans sa décision, le tribunal évoquait pour attester de ma dangerosité, le fait que je me présente à la presse comme « le grain de sable qui fait gripper la machine et une partie du mouvement ». Oui ! C'est bien ce que je suis, ce que sont tous ceux qui résistent ! Et c'est notre force ! C'est ce qui me donne la force de tenir malgré ces conditions inhumaines. Je sais pourquoi je me bats – nous savons tous ce pourquoi nous nous battons.

Parce que l'on craint ma résistance d'escaladeuse, on m'enferme. Mais cette résistance-là, ces gens qui s'opposent, tout cela montre que l'on ne peut pas nous abattre. Merci à tous les militant-e-s pour votre solidarité. Bien sûr, j'aurais bien aimé être par exemple là à la manif de samedi. J'ai entendu que beaucoup, beaucoup de gens y étaient. Ça fait plaisir.

Je me réjouis aussi que le Castor se rapproche avec un grand retard de sa destination. Je suis épuisée, la détention est extrêmement pesante et je préférerais tellement être dehors, dormir dans un arbre, prendre des gens dans mes bras et pouvoir exprimer librement mon opinion et

ma protestation. J'essaie autant que possible de tenir le coup. À tout bientôt !

Puisse cette lettre atteindre le plus de monde possible et être rendue publique !

Cécile l'Écureuille